

Compte administratif 2007 et Budget Primitif 2008 de Courbevoie

Un « matelas » qui cache en réalité une impasse financière et une situation préoccupante pour l'avenir, résultat du manque d'anticipation et de stratégie sur le long terme pour accompagner les mutations de la Ville.

☞ L'analyse du Budget Primitif 2008 de Courbevoie rassure au premier abord, mais intrigue : il fait apparaître un résultat reporté de plus de 20 millions d'euros. Une vraie cagnotte, qui accrédite l'idée d'une ville riche.

☞ Une ville riche, certes, grâce aux retombées financières de la Défense, qui génère un potentiel fiscal 3 fois supérieur à celui des villes de taille comparable¹.

☞ Mais en réalité, cette cagnotte ne résulte pas d'une épargne véritable, qui assurerait une situation financière saine. C'est même exactement l'inverse : l'excédent de la section de fonctionnement est très faible mais le cumul des reports d'années en années de dépenses d'investissements, inscrites au budget et non réalisées aboutissent à un « matelas » de 20 millions d'euros (soit le tiers des recettes fiscales annuelles de la Ville).

L'expression de l'absence de sincérité des budgets précédents et de l'incapacité de la Ville à mener à bien et dans les temps les investissements promis.

Une ville qui n'a presque plus de capacité d'autofinancement

Rappel : la ville doit voter chaque section de son budget (section de fonctionnement et section d'investissement) en équilibre. L'excédent – ou épargne – que la Ville peut dégager sur son budget de fonctionnement (recettes – dépenses de fonctionnement) permet de financer une partie des investissements.

☞ **La capacité d'autofinancement ou épargne est quasiment nulle à Courbevoie**

- L'épargne brute (après paiement des intérêts de la dette) ne représentera qu'environ 2 millions d'euros, soit 1,5% du budget de fonctionnement (moyenne de 8% en 2007, pour les villes de même strate démographique). Cette donnée s'inscrit dans une tendance de forte chute de cette épargne (6,9 millions en 2007, soit 5,9 % du budget de fonctionnement).
- Après remboursement du capital de la dette, cette épargne sera en réalité négative en 2008 (- 59 000 euros) et la Ville masque cette situation en puisant sur sa « cagnotte ».

¹ - Moyennes calculées par la DGCL « Les budgets primitifs communaux en 2007 »

☞ **Les causes : un recours très coûteux aux prestataires externes.**

- Des dépenses de gestion courantes très importantes : 1592€ en moyenne par an et par habitant en 2008 (+5,4% par rapport à 2007), alors que les villes de même importance dépensent en moyenne 1477€ par an et par habitant.
- Ce ne sont pas les dépenses de personnel qui sont en cause, puisque le pourcentage de la masse salariale est largement inférieur à celui des autres villes comparables (43% à Courbevoie contre 50,4% en moyenne).
- La Ville reverse toutefois une part importante de ses recettes au fonds de solidarité d'Ile de France² : 13 millions en 2008, soit 10% des dépenses réelles de fonctionnement et 15% de nos recettes fiscales.
- **La cause principale tient au dérapage des dépenses à caractère général : plus de 11% d'augmentation prévue en 2008! Ce dérapage s'explique essentiellement par l'augmentation des contrats de prestation de service** qui ont fait un bon de 22% en 2007, soit 3 millions d'euros de dépenses supplémentaires.

Cette situation met en évidence le choix inconsidéré – et surtout idéologique – de l'équipe en place d'externaliser au maximum la réalisation des services publics, sans réellement analyser le surcoût par rapport à des services en régie. Elle dénote également la faiblesse et le laxisme de la Ville dans sa politique d'achat et de négociation avec ses fournisseurs et le contrôle de ses délégataires.

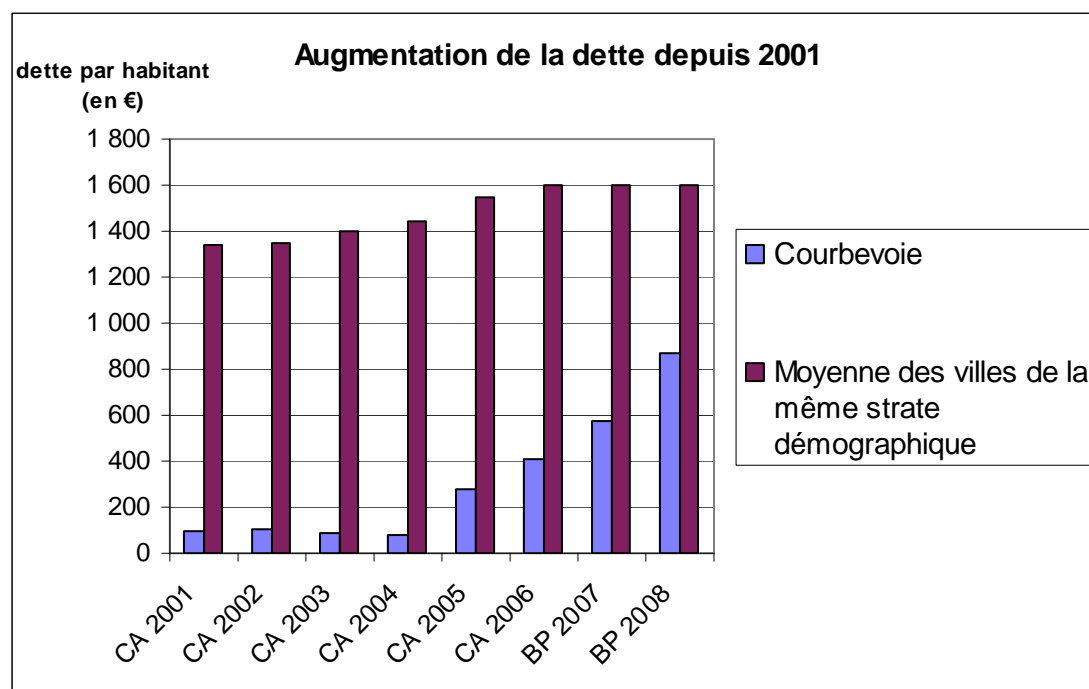
- **Cette augmentation des dépenses générales ne profite pas à la population :** en dépit de l'augmentation démographique, les subventions à la Caisse des écoles et au CCAS, déjà diminuées en 2007 (-5% pour le CCAS en 2007), stagnent au même niveau en 2008. Celle du VAL (Vacances Loisirs Courbevoie) est même en net recul, de près d'1 millions (5,3 millions d'euros au lieu de 6,3 millions en 2007 !). Le Maire nous a expliqué en séance que cette baisse ne résultait pas d'une diminution des prestations du VAL mais d'une meilleure gestion de cet organisme. Des efforts qui aboutissent à des économies de près de 20% du budget en 1 an, du rarement vu dans une collectivité territoriale ! Etait-ce aussi mal géré auparavant ? **Les parents qui ont du faire des heures de d'attente, très tôt le matin, pour inscrire leurs enfants en colonies cet été, et qui se sont vu recaler par manque de place, apprécieront l'effort !!**
- **Cette augmentation n'a pas non plus servi à améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics** comme en témoignent les nombreux mécontentements sur l'accueil périscolaire, la cantine, le coût des activités culturels et sportives, le trajet et les horaires du Curvia bus, l'accueil en mairie, les déjections canines sur nos trottoirs, le « creux » du Courbevoie Magazine, etc....
- L'augmentation de la charge financière (1 millions d'euros d'intérêts en plus en 2008), en raison de l'endettement croissant de la Ville.

⇒ *La conséquence : la difficulté à financer les investissements et équipements dont la Ville a besoin et le recours croissant à l'emprunt.*

² - Fonds créé en 1991 pour permettre une péréquation des ressources entre les communes d'Ile de France et lutter contre les inégalités territoriales, en aidant les villes disposant de peu de recettes fiscales. La contribution des villes est déterminée par l'Etat par rapport à leur potentiel fiscal et aux bases de taxes professionnelles. Courbevoie est le 3ème contributeur de ce fonds, après Paris et Puteaux.

Un endettement de plus en plus important, qui tend à rejoindre la moyenne des villes de taille comparable

☞ Une accélération très forte de la dette depuis 2 ans, qui rapproche Courbevoie de la moyenne des autres villes.



☞ L'encours total de la dette est de plus de 46 millions à fin 2007 et passera à plus de 70 millions à fin 2008.

Même si cet encours reste encore inférieur à celui de la moyenne des autres villes, la situation de Courbevoie est en réalité très inquiétante au vu de la faible capacité d'autofinancement de la Ville. Notre capacité de désendettement³ est ainsi de plus de 33 ans, contre 4 ans en moyenne pour les villes françaises ! Les analystes financiers qualifient une telle situation de très dégradée⁴

☞ Malgré son « matelas » de 20 millions d'euros, la Ville a emprunté 18 millions d'euros en 2007, augmentant ainsi sa charge financière (intérêts de la dette).

☞ Un cercle vicieux : l'accroissement de la dette augmente la charge financière, donc les charges de gestion et diminuent ainsi la capacité déjà très faible d'autofinancement des investissements.

³ - La capacité de désendettement représente le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser sa dette si elle y consacrait chaque année l'intégralité de son autofinancement courant

⁴ - « la capacité de désendettement reflète une situation financière convenable en dessous de 7 ans. Entre 7 et 10 ans, la capacité de désendettement témoigne d'une situation plus tendue mais susceptible d'amélioration. Au delà de 10 ans, la capacité de désendettement reflète une situation financière difficile voir très dégradée » [Coutière A. et Profit A., 2001, Financement des collectivités locales, SEFI édition, page 262].

Une ville qui n'arrive pas à réaliser les équipements promis et nécessaires

☛ **Le taux de réalisation des dépenses d'équipement⁵ est très faible : 58% en 2007, soit 20 millions de travaux reportés sur les 50 millions prévus !** Il reflète soit une mauvaise prévision budgétaire, soit plus vraisemblablement la mauvaise gestion des projets par l'équipe en place (manque de réalisme sur les délais de réalisation et absence de planification cohérente, pas de gestion en mode projet, retards de décision,...). Surement aussi, le sous dimensionnement des services techniques et le manque de personnels pour gérer et suivre les projets engagés.

☛ En dépit de l'incapacité à réaliser les travaux prévus en 2007, le Maire a proposé au BP 2008 une augmentation très forte des crédits, soit 70 millions de travaux d'équipement ! Cette prévision nous semble complètement irréaliste et confine au mensonge, en nous promettant des travaux que l'on sait pertinemment ne pas pouvoir réaliser. Ce procédé est parfaitement contraire aux règles de la comptabilité publique, et en particulier à l'obligation d'un budget sincère, estimant justement les dépenses et les recettes.

C'est parce que ce principe fondamental et obligatoire de sincérité ne nous semblait pas respecté que nous avons voté contre le budget prévisionnel 2008 proposé par le Maire.

☛ **La Ville majore ainsi artificiellement le taux d'équipement⁶ présenté dans le BP 2008, calculé sur ces prévisions, alors que la réalité est bien différente : d'après nos calculs, ce taux serait de 14%⁷ au lieu des 67% annoncés, contre 28% pour la moyenne des villes !!**

La Ville est donc bien loin de réaliser les investissements promis et nécessaires pour faire face à l'augmentation de la population.

⁵ - % des dépenses effectivement réalisées par rapport à celles prévues au budget

⁶ - Dépenses d'équipement par rapport aux recettes réelles de fonctionnement, ce taux mesure l'effort d'équipement de la Ville

⁷ - Chiffre non définitif, à recalculer au vu du Compte administratif 2007 qui sera présenté au conseil municipal du 25 juin 2008

Une impasse financière qui rend l'avenir incertain, résultat d'une gestion « à la petite semaine » sans stratégie sur le long terme

☞ Dans l'hypothèse très optimiste où le budget primitif adopté serait effectivement réalisé, **l'état des autorisations de programme et crédits de paiements montre qu'il restera encore plus de 66 millions d'euros à financer après 2008 pour réaliser les investissements prévus à ce jour (dont 42 millions pour la future Cité des Loisirs !).**

☞ On peut penser que le « matelas » de 20 millions servira à financer une partie, **mais il restera encore 46 millions à trouver sur un très court terme (2009 et 2010).**

Un « effet ciseaux » dangereux : si la Ville poursuit dans sa gestion actuelle qui ne dégage quasiment plus d'autofinancement, non seulement elle devra emprunter encore très fortement (portant à près de 130 millions l'endettement de la Ville à l'horizon 2010, soit 1 600 euros par habitant), mais elle sera en plus dans l'incapacité de faire face aux remboursements en capital de la dette actuelle. Sauf à faire de la « cavalerie », c'est-à-dire emprunter pour rembourser, pratique strictement interdite pour les collectivités locales !

☞ Sur cette pente, la Ville aura rattrapé d'ici 2 à 3 ans, l'endettement de la moyenne des villes de taille comparable. Faut-il s'en réjouir ? Est-ce la stratégie du maire, afin de bénéficier d'un éventuel « effet de levier » de la dette, pour financer des investissements nécessaires, sans augmenter trop fortement les impôts ? On pourrait s'en féliciter si, dans le même temps, la marge d'autofinancement n'était pas aussi dégradée.

☞ Le mutisme du maire qui a refusé de répondre à nos questions sur sa stratégie financière lors du vote du BP 2008 au conseil municipal de 14 avril dernier – et le malaise perceptible de M.Gimonet, actuel adjoint aux Finances et de Mme Deshayes, 1^{er} adjoint, anciennement déléguée aux finances sous l'ancienne mandature – ne peuvent que **conforter nos craintes sur les graves difficultés qui s'annoncent :**

- Soit la Ville recourt massivement à l'emprunt et l'on assistera mathématiquement à une explosion des charges financières (situation accentuée encore par la hausse des taux d'intérêt). Celle-ci pourrait bien dépasser à très court terme les 5 millions d'euros annuels (contre 1,7 prévus au BP 2008), rendant encore plus difficile l'équilibre de la section de fonctionnement et obligeant à des économies...ou à une augmentation des impôts.
- Soit la Ville fait davantage peser l'effort sur les habitants, pour trouver l'argent nécessaire et les impôts locaux vont connaître une brusque envolée.

☞ Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Ville doit désormais contribuer aux charges de gestion de la Défense et qu'on ne connaît pas encore les dépenses auxquelles elle sera soumise pour la remise en état des infrastructures.

☞ Cela ne concerne par ailleurs que les investissements déjà programmés et remet en question la capacité de la Ville à faire face aux nouveaux équipements dont elle a encore besoin, en particulier pour les services à la population (équipements pour la petite enfance, rénovation des écoles et des cantines, aménagement et embellissement de la voirie, deuxième piscine, ...)

